

Retraites à 60 ans, combien ça coûte ?

Mémo N° 29

Actuellement, un peu moins d'1,5 millions de travailleurs ont plus de 60 ans. Revenir à la retraite à 60 ans impliquerait donc autant de retraités en plus et de pensions à verser.

D'autre part, on peut compter également plus de 700 000 personnes de 60 ans qui sont des inactifs n'ayant pas encore liquidé leurs droits à la retraite et qui vivent des minima sociaux ou bien des revenus de leurs conjoints ou bien des chômeurs. Ces minima ou allocations chômage seraient donc remplacés par une pension de retraite.

Au total, cela impliquerait environ 27 milliards d'euros de dépenses supplémentaires pour le système de retraites.

Comme on l'a vu, une grande part de ces nouveaux retraités reçoit déjà des prestations ou allocations de l'Etat, il y aurait donc des économies dans d'autres caisses.

De plus, les retraites en emploi qui partiraient à la retraite seraient remplacés par des personnes actuellement au chômage. En faisant l'hypothèse qu'un sur deux est indemnisé comme c'est le cas aujourd'hui pour les privés d'emploi, il y a là également des économies majeures pour l'assurance chômage.

Toutes ces économies se chiffrent à hauteur de 12 milliards d'euros.

Le coût net pour l'Etat du retour à la retraite à taux plein à 60 ans, sans condition d'annuités, est donc d'environ 15 milliards d'euros.

Ces 15 milliards peuvent se trouver facilement :

- Augmenter l'assiette des revenus soumis à cotisations (intéressement, participation, épargne salariale, épargne retraite) rapporterait 10 milliards de cotisations, que l'on pourrait affecter aux retraites.
- Augmenter les salaires de façon régulière, 3,5% d'augmentation de salaire permettrait un surplus de cotisations de 6,5 milliards d'euros
- Baisser le taux de chômage à 7,4% engendrerait 10 milliards de cotisations supplémentaires.

Il existe encore d'autres sources de financement telles que la suppression d'exonérations de cotisations. Il n'y a donc aucun problème de financement pour maintenir notre système actuel et même pour l'améliorer.

Montreuil, le 10 décembre 2019